

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule C3  
320 chemin de Maquens – ZI La Bouriette  
CS 70069  
11890 Carcassonne Cedex 09

Carcassonne, le 23/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SARL PATEBEX**

Dominique  
11170 ALZONNE

Référence : UID11/66-C3-2022-359

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement SARL PATEBEX implanté lieu-dit "Dominique" 11170 ALZONNE. L'inspection a été annoncée le 09/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL PATEBEX
- Dominique 11170 ALZONNE
- Code AIOT dans GUN : 0018200025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ETS PATEBEX exploite la carrière à ciel ouvert de calcaire d'Alzonne au lieu-dit "Dominique", depuis 2002. Elle a pour vocation d'alimenter les centrales à béton de la société et les chantiers de l'agglomération de Carcassonne.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- plan de gestion des déchets
- la situation administrative
- les rejets des eaux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Limitation des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 3.7.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 4.4	/	Sans objet

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Repères de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 1.9.1.3	/	Sans objet
Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 2.1.6	/	Sans objet
Aménagement des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 3.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 1.4	/	Sans objet
Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 1.5	/	Sans objet
Eloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 1.9.1.1	/	Sans objet
Contenu minimal de la documentation sécurité-environnement	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 2.2.6	/	Sans objet
Entretien des véhicules et engins	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 3.6	/	Sans objet
Vibrations	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 6.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exploitation de la carrière	Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 7.2	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2 écarts, notifiés dans le rapport d'inspection de la visite du 24/11/2020, n'ont pas été corrigés : l'absence d'analyse des hydrocarbures dans les eaux rejetées et l'absence de bac de rétention des liquides entreposés dans le container. Par ailleurs le dispositif de mesure de retombées des poussières est caduque et il n'existe pas de plan de surveillance des retombées de poussières. Cela conduit l'inspection des installations classées à proposer de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

De plus, les bornes de nivellement et les poteaux n'ont pas pu être retrouvés, sauf 1 poteau. L'exploitant devra aussi évacuer le matériel abandonné et non utilisable présent sur la carrière depuis plusieurs années. Il manque également les justificatifs relatifs à la collecte des eaux du bassin recueillant les eaux provenant de l'aire d'entretien des véhicules. Ces 3 constats sont susceptibles de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Consistance des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, volumes et puissance
<b>Prescription contrôlée :</b> [ ...] L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé comme Suit : a) — la carrière - superficie du périmètre de la carrière : 91 700 m - superficie du périmètre d'extraction : 63 400 m, - volume de calcaire à extraire : 980 000 m <sup>3</sup> (ou 2 Mt), - production moyenne annuelle : 65 000 m <sup>3</sup> (ou 130 000 t). - production maximale annuelle 80 000 m <sup>3</sup> (ou 160 000 t). [...] d) — Installations de traitement des matériaux - puissance installée : 250 kW, - débit horaire de traitement : 80 th, - débit annuel maximal de traitement : 160 000 t/an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué une production maximale annuelle d'environ 70 000 tonnes et une puissance des installations de traitement installées de 250 kW. La carrière produit essentiellement du granulats de calcaire en 0/20 et en 0/80. L'organisation de la carrière et les capacités n'ont pas changé depuis la dernière visite en 2020.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Classement des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations autorisées sont visées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2510 Exploitation de carrière 1) Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du Code Minier 2515 Broyage, concassage, criblage, ... de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels La puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'ensemble des installations étant : 1. supérieure à 200 kW 2517 Station de transit de produits minéraux solides, la capacité du stockage Étant : 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>
<b>Constats :</b> Les installations observées lors de la visite correspondent aux rubriques visées dans l'arrêté préfectoral du 10/02/2002. Le seuil d'enregistrement de la rubrique 2517 est passé de 75 000 m <sup>3</sup> à 10 000 m <sup>2</sup> . L'exploitant a déclaré une surface de stockage de produits minéraux d'environ 6 000 m <sup>2</sup> . Il a informé l'inspection des installations classées qu'il fera appel à un géomètre afin de calculer la surface précisément.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Eloignement du voisinage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 1.9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation fourni lors de la visite mentionne une bande de 10 m depuis la limite du périmètre autorisé. L'inspection des installations classées a pu observer cette distance sur la partie du site accessible en véhicule. La partie nord de la carrière n'est pas praticable. Par ailleurs, ce secteur fait l'objet d'une demande d'extension, en cours d'instruction.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Repères de nivellement et de bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 1.9.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de placer et de maintenir en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site dans les conditions fixées à l'article 8 i-après, des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Un plan de bornage est établi. Ces bornes sur le terrain sont doublées de poteaux de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité ainsi que des bornes de nivellement.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un poteau blanc de 2 m de hauteur permettant de localiser une borne au niveau de l'entrée de la carrière. Cependant aucune autre borne ou poteau n'a pu être identifié sur les autres parties de la carrière. Il est demandé à l'exploitant d'identifier les autres bornes et/ou de les remplacer si nécessaire.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Équipements abandonnés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements abandonnés ne doivent être pas maintenus sur le site.
<b>Constats :</b> Sur la zone qui n'est plus en exploitation, l'exploitant a entreposé à différents endroits plusieurs machines (convoyeurs, broyeurs) inutilisables. Ces différents équipements, rouillés et avec des éléments manquants, semblent abandonnés depuis une longue période. Il est demandé à l'exploitant d'évacuer le matériel abandonné et non utilisable.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contenu minimal de la documentation sécurité-environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 2.2.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, plans d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> La documentation sécurité-environnement qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et maintenu à jour, comprend au minimum : [...] - les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptés à la superficie de la carrière qui sont mis à jour au moins une fois par an et sur lesquels sont reportés : * les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, * les bords de la fouille ; * les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; * les zones remises en état ; * la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection, [...] - les résultats des dernières mesures (effluents atmosphériques et aqueux, bruit, vibrations, ... ;
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation, fourni lors de la visite, date du 25/01/2022. Il comprend les limites du périmètre, les bords de la fouille et les courbes de niveau. Il manque les zones remises en état. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan en rajoutant les zones remises en état. L'exploitant a aussi fourni les résultats des analyses d'eau (datées du 02/06/2022), poussières (rapport annuel 2020) et vibrations (tir du 10/06/2022).
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Aménagement des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, perturbation apportée au milieu récepteur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs de rejet des eaux doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a pu constater que l'aire spécialement aménagée pour l'entretien des véhicules dispose d'un petit bassin de collecte des eaux. L'exploitant indique que ce bassin est régulièrement vidangé par la société Patebex et que le liquide est évacué sur leur site de Bram pour être ensuite récupéré par une entreprise extérieure. Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs relatifs à la collecte de ces eaux sur le site de la carrière d'Alzonne et à leur évacuation par un collecteur de déchets dûment autorisé à cet effet (bordereaux de suivi des déchets).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Entretien des véhicules et engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, aires spécialement aménagées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entretien des véhicules et autres engins mobiles s'effectue exclusivement sur des aires spécialement aménagées à cet effet permettant de limiter les risques de pollution.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le ravitaillement des engins est réalisé de bord à bord sur le site, par une entreprise extérieure. Il indique aussi que la maintenance légère (niveau d'huile, etc) est réalisée sur la zone qui n'est plus en exploitation et sur une dalle béton.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Limitation des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 3.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, analyse d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'eaux, notamment les eaux pluviales, doivent respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes : -les MEST une concentration inférieure à 35mg/l (NF T 90105), - la DCO, sur effluent non décanté, une concentration Inférieure à 125 mg/l (NFT 90101), - les hydrocarbures une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114).
<b>Constats :</b> Il était demandé, lors de la visite d'inspection effectuée le 20/11/2020, que tous les paramètres analysés correspondent aux exigences de l'arrêté préfectoral. Lors de la visite, l'exploitant a fourni un rapport d'analyses de la société Eurofins, daté du 02/06/2022. Ce rapport ne mentionne pas la concentration en hydrocarbures. Ce fait était susceptible de mise en demeure lors de la précédente visite, ce qui conduit l'inspection à proposer de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 3.71 de l'arrêté préfectoral du 10/02/2002.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Surveillance de l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, quantité de poussières retombées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenue d'établir et d'exploiter, avec l'appui d'un organisme extérieur spécialisé et agréé par le Ministère chargé de l'Environnement au titre de l'article 2 du décret n° 98-361 du 6 mai 1998, un réseau visant à mesurer la quantité de poussières retombées dans l'environnement de sa carrière. Ce réseau doit être opérationnel au moins deux mois avant le début des travaux d'exploitation de la carrière de façon à pouvoir établir un niveau de référence de l'empoussièrement de l'environnement de la carrière. Les résultats des mesures sont archivés pendant une durée de trois ans et transmis mensuellement, accompagnés des résultats des onze mois précédents et des commentaires qu'ils imposent, à l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le rapport de suivi des retombées de poussières réalisé par la société Atmo Occitanie. Le rapport porte sur l'année 2020. L'exploitant a indiqué que le rapport 2021 n'est pas encore disponible. Le rapport mentionne qu'il n'y a pas de dépassement des valeurs mensuelles. Cependant l'exploitant utilise un système de plaquettes pour suivre les retombées de poussières. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la réglementation, pour les carrières ayant une production annuelle maximale de plus de 150 000 tonnes, exige que le suivi des retombées atmosphériques totales soit assuré par jauges de retombées. Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec l'arrêté ministériel du 22/09/1994 et d'utiliser des jauges de retombées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vitesses particulières pondérées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.
<b>Constats :</b> l'exploitant a fourni les plans du tir du 10/06/2022 ainsi que les résultats du sismographe installé dans une habitation à environ 200 m du site. Il a été mesuré une vitesse d'environ 2.3 mm/s. Le sismographe installé à proximité d'une habitation située à environ 600 m n'a pas déclenché. La maison du propriétaire foncier du site d'exploitation, située à environ 300 m de la carrière, ne dispose pas d'un sismographe et il n'y a pas de relevé des vibrations. L'exploitant a indiqué ne pas avoir reçu de plaintes liées aux tirs de mines.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des pollutions accidentelles des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2002, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, capacité de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés. [...]
<b>Constats :</b> Il était demandé, lors de la visite d'inspection effectuée le 20/11/2020, que les produits liquides entreposés dans les containers soient équipés de rétention et que la rétention de la cuve de gazole soit désencombrée. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de bacs de rétention pour les produits liquides stockés dans le container ainsi que la rétention de la cuve de gazole toujours encombrée. Ce fait était susceptible de mise en demeure lors de la précédente visite, ce qui conduit l'inspection à proposer de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 10/02/2002.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Constats :</b> <b>Confer constats point de controle ci-dessous :</b> Les déchets d'extraction inertes sont stockés sur des verses afin de sécuriser les fronts de taille. L'inspection des installations classées a constaté des fronts inclinés.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – nature et quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel daté du 13/06/2022 le plan de gestion des déchets. Ce document comprend un tableau mentionnant la caractérisation des déchets ainsi qu'une estimation de la quantité totale.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b> La carte incluse dans le plan de gestion des déchets indique la localisation des déchets.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet